

## ROYAUME DE BELGIQUE

-----

AVIS 35.399/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION  
DU CONSEIL D'ÉTAT

-----

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures de la Région de Bruxelles-Capitale, le 17 avril 2003, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 2002 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale", a donné le 26 mai 2003 l'avis suivant :

## KONINKRIJK BELGIË

-----

ADVIES 35.399/2

VAN DE AFDELING WETGEVING  
VAN DE RAAD VAN STATE

-----

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 17 april 2003 door de Minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 september 2002 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest", heeft op 26 mei 2003 het volgende advies gegeven :

Fondement juridique

Article 1<sup>er</sup> du projet

Article 342quater, § 5, en projet

L'article 342quater, § 5, 1°, en projet, cite, parmi les périodes prises en considération pour le calcul du montant du pécule de vacances, les périodes durant lesquelles l'agent

"(...) a suspendu ses fonctions (...) en vertu de la loi du 16 mai 2001 portant statut des militaires du cadre de réserve des forces armées;"

L'arrêté royal du 30 janvier 1979 relatif à l'octroi d'un pécule de vacances aux agents de l'administration générale du Royaume, texte de référence en matière de pécule de vacances auquel renvoie l'article 29, 2°, de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes de droit public qui en dépendent, cite pour sa part, dans une disposition similaire (son article 5, § 1<sup>er</sup>, 2°, tel que modifié par l'arrêté royal du 3 décembre 1987), les périodes pendant lesquelles l'agent

"(...) n'a pu entrer en fonction ou a suspendu ses fonctions à cause des obligations lui incombant en vertu des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962, ou des lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980, à l'exclusion dans les deux cas du rappel par mesures disciplinaire;"

Interrogé sur ce point, le fonctionnaire délégué a justifié cette différence de rédaction dans les termes suivants :

"Nous avons ajouté ce 1°, repris textuellement de l'article 4, § 1<sup>er</sup>, a), de l'arrêté royal du 10 juillet 2002 accordant une prime Copernic à certains agents des administrations de l'Etat, parce que cette disposition permet de tenir compte de la situation d'un agent relevant du cadre de réserve de l'armée amené à remplir des obligations à l'armée comme réserviste et qui, de ce fait, suspend ses fonctions de fonctionnaire le temps de remplir lesdites obligations. Cette situation peut encore se présenter actuellement bien que le service militaire soit suspendu et nous avons voulu rencontrer expressément ces cas-là.

.../...

Par contre, nous avons volontairement omis la référence aux textes qui réglementent le service militaire et l'objection de conscience - bien qu'elle soit demeurée dans la réglementation fédérale relative au pécule de vacances des agents de l'Etat (à savoir l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 2°, (modifié le 3/12/1987) de l'arrêté royal du 30 janvier 1979 relatif à l'octroi d'un pécule de vacances aux agents de l'administration générale du Royaume - parce que le service militaire est actuellement suspendu. Il ne paraît pas du tout dans l'air du temps de revenir sur cette suspension et il nous est apparu inutile de surcharger le statut avec cette référence périmée."

La disposition en projet devra être modifiée dans l'hypothèse où le service militaire serait effectivement rétabli.

Article 342quater, § 9, alinéa 1<sup>er</sup>, en projet

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas sur quelle base le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale pourrait se fonder pour définir la notion de rémunération au sens de l'article 14 de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, matière qui est restée de la compétence de l'autorité fédérale.

Cette disposition sera dès lors omise.

Article 2

Le texte modifié possède déjà un article 464quater, inséré par l'article 37 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 2002 portant cinquième modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 2002 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le nouvel article en projet portera donc le numéro 464quinquies.

Article 3

Si le texte doit avoir un effet rétroactif, il convient de remplacer les mots : "entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2003" par "produit ses effets au 1<sup>er</sup> mai 2003".

### Observations de forme

De façon globale, il conviendrait d'apporter davantage de soins à la version néerlandaise du projet, tant du point de vue d'une légistique correcte que du point de vue de la correction de la langue. C'est sous réserve des observations de fond précédentes et à titre d'exemple que sont formulées à ce propos les observations suivantes :

#### Préambule

A l'alinéa 5, in fine, il convient d'écrire : "... inzonderheid op de artikelen 9 en 16;".

Cette observation vaut, mutatis mutandis, pour l'alinéa 7.

A l'alinéa 10, il convient d'écrire : "Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van ...;".

A l'alinéa 11, il y a lieu d'insérer le mot "op" entre les mots "Gelet" et "het".

#### Dispositif

##### Article 1<sup>er</sup>

Dans la phrase liminaire, il convient d'écrire : "Artikel 1. Artikel 342quater van ... Gewest, ingevoegd bij het besluit van ... (la suite comme au projet)".

A l'article 342quater, § 2, en projet, il y a lieu d'écrire : "... genieten ieder jaar een vakantiegeld ..." au lieu de " ... genieten ieder jaar van een vakantiegeld ...". Cette observation vaut, mutatis mutandis, pour le paragraphe 3.

Au même article, au paragraphe 6, en projet, il convient d'écrire : " ... de dag welke voorafgaat aan die waarop de ambtenaar ..." et au paragraphe 7, en projet : "... met inbegrip van die verkregen ...".

-----

## Rechtsgrond

### Artikel 1 van het ontwerp

#### Ontworpen artikel 342quater, § 5

In het ontworpen artikel 342quater, § 5, 1°, worden onder de perioden die in aanmerking worden genomen voor de berekening van het bedrag van het vakantiegeld de perioden vermeld waarin het personeelslid

"(...) zijn functies heeft opgeschort (...) krachtens de wet van 16 mei 2001 houdende statuut van de militairen van het reservekader van de krijgsmacht".

Het koninklijk besluit van 30 januari 1979 betreffende de toekenning van een vakantiegeld aan het personeel van 's lands algemeen bestuur, dat een referentietekst inzake vakantiegeld is waarnaar verwezen wordt in artikel 29, 2°, van het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, bevat evenwel een soortgelijke bepaling (artikel 5, § 1, 2°, zoals die bepaling gewijzigd is bij het koninklijk besluit van 3 december 1987) waarin als in aanmerking komende perioden worden vermeld de perioden waarin het personeelslid

"(...) niet in dienst is kunnen treden of zijn ambtsverrichtingen heeft geschorst wegens verplichtingen die op hem rusten krachtens de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 30 april 1962, of krachtens de wetten houdende het statuut van de gewetensbezwaarden, gecoördineerd op 20 februari 1980, met uitsluiting in beide gevallen van de wederoproeping om tuchtrekenen".

Naar aanleiding van vragen in dat verband heeft de gemachtigde ambtenaar voor dat verschil in redactie de volgende reden opgegeven :

"Nous avons ajouté ce 1°, repris texto de l'article 4, § 1<sup>er</sup>, a), de l'arrêté royal du 10 juillet 2002 accordant une prime Copernic à certains agents des administrations de l'Etat, parce que cette disposition permet de tenir compte de la situation d'un agent relevant du cadre de réserve de l'armée amené à remplir des obligations à l'armée comme réserviste et qui, de ce fait, suspend ses fonctions de fonctionnaire le temps de remplir lesdites obligations. Cette situation peut encore se présenter actuellement bien que le service militaire soit suspendu et nous avons voulu rencontrer expressément ces cas-là.

.../...

Par contre, nous avons volontairement omis la référence aux textes qui réglementent le service militaire et l'objection de conscience - bien qu'elle soit demeurée dans la réglementation fédérale relative au pécule de vacances des agents de l'Etat (à savoir l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 2°, (modifié le 3/12/1987) de l'arrêté royal du 30 janvier 1979 relatif à l'octroi d'un pécule de vacances aux agents de l'administration générale du Royaume - parce que le service militaire est actuellement suspendu. Il ne paraît pas du tout dans l'air du temps de revenir sur cette suspension et il nous est apparu inutile de surcharger le statut avec cette référence périmée."

Ingeval de militaire dienstplicht opnieuw wordt ingevoerd, zal de ontworpen bepaling gewijzigd moeten worden.

#### Ontworpen artikel 342quater, § 9, eerste lid

De Raad van State ziet niet in op welke rechtsgrond de Brusselse Hoofdstedelijke Regering zou kunnen steunen om een definitie te geven van het begrip loon in de zin van artikel 14 van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, een aangelegenheid die tot de bevoegdheid van de federale overheid is blijven behoren.

Deze bepaling behoort dan ook te vervallen.

#### Artikel 2

De gewijzigde tekst bevat reeds een artikel 464quater, ingevoegd bij artikel 37 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 september 2002 tot vijfde wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 september 2002 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Het nieuwe ontworpen artikel wordt bijgevolg artikel 464quinquies.

### Artikel 3

Als de tekst terugwerkende kracht dient te hebben, behoren de woorden "treedt in werking op 1 mei 2003" te worden vervangen door de woorden "heeft uitwerking met ingang van 1 mei 2003".

### Vormopmerkingen

Over het algemeen behoort meer zorg te worden besteed aan de Nederlandse tekst van het ontwerp uit een oogpunt van correcte wetgevingstechniek en dito taalgebruik. Onder voorbehoud van de voorgaande inhoudelijke opmerkingen worden in dat verband bij wijze van voorbeeld de volgende opmerkingen gemaakt :

### Aanhef

Aan het slot van het vijfde lid schrijve men : "... inzonderheid op de artikelen 9 en 16;".

Een soortgelijke opmerking geldt voor het zevende lid.

In het tiende lid schrijve men : "Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van ...;".

In het elfde lid behoort het woord "op" te worden ingevoegd tussen de woorden "Gelet" en "het".

### Dispositief

### Artikel 1

In de inleidende volzin schrijve men : "Artikel 1. Artikel 342quater van ... Gewest, ingevoegd bij het besluit van ... (voorts zoals in het ontwerp)".

In het ontworpen artikel 342quater, § 2, schrijve men "... genieten ieder jaar een vakantiegeld ..." en niet "... genieten ieder jaar van een vakantiegeld ...". Een soortgelijke opmerking geldt voor paragraaf 3.

.../...

In hetzelfde ontworpen artikel, § 6, schrijve men : " ... de dag welke voorafgaat aan die waarop de ambtenaar ..." en in ontworpen paragraaf 7 : "... met inbegrip van die verkregen ...".

-----

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs  
de Heren

Y. KREINS,

président de chambre,  
kamervoorzitter,

Madame  
Mevrouw

J. JAUMOTTE,  
M. BAGUET,

conseillers d'Etat,  
staatsraden,

Messieurs  
de Heren

J. van COMPERNOLLE,  
B. GLANSDORFF,

assesseurs de la section de législation,  
assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame  
Mevrouw

A.-C. VAN GEERSDAELE,

greffier assumé,  
toegevoegd griffier.

La note du Bureau de coordination a été présentée par M. Y. CHAUFFOUREAUX, référendaire adjoint.

De nota van het Coördinatiebureau werd uitgebracht door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. JAUMOTTE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS